



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE
ET DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA VIE ASSOCIATIVE

Direction de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins
Sous-direction des professions paramédicales
Et des personnels hospitaliers
Bureau des ressources humaines et
de la vie au travail (P2)
Dossier suivi par Annie DELBOUVE
Tél. : 01 40 56 75.20
Fax : 01 40 56 58 46
Mel. : annie.delbouvet@sante.gouv.fr

Direction générale de l'action sociale
Sous-direction des institutions,
des affaires juridiques et financières
bureau de la réglementation budgétaire
et comptable (5B)
dossier suivi par : Pierre-Yves LENEN
tel : 01.40.56.86.73
fax : 01.40.56.87.24
mel : pierre-yves.lenen@sante.gouv.fr

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et
de la solidarité

La ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie
associative

à

Mesdames et Messieurs les directeurs d'agences régionales
de l'hospitalisation
-pour mise en œuvre-

Mesdames et Messieurs les préfets de région
directions régionales des affaires sanitaires et sociales
-pour information-

Mesdames et Messieurs les préfets de département
directions départementales des affaires sanitaires et sociales
-pour mise en œuvre-

**CIRCULAIRE INTERMINISTÉRIELLE N°DHOS/P2/DGAS/5B/2008/162 du 14 mai 2008
d'application du décret n°2008-454 du 14 mai 2008 relatif aux modalités d'indemnisation de
jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents de la fonction publique
hospitalière et du décret n°2008-456 du 14 mai 2008 relatif au financement des heures
supplémentaires dans la fonction publique hospitalière**

Date d'application : immédiate
NOR :
Classement thématique :

Résumé : la présente circulaire précise les modalités d'application des décrets relatifs au financement des heures supplémentaires et à l'indemnisation de jours épargnés dans les CET au sein des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux

Textes de référence :

- loi n°94-628 du 25 juillet 1994 modifiée relative à l'organisation du temps de travail, aux recrutements et aux mutations dans la fonction publique, article 14,
- décret n°2002-9 du 4 janvier 2002 modifié relatif au temps de travail et à l'organisation du travail dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n°86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,
- décret n°2002-598 du 25 avril 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- décret 2002-788 du 3 mai 2002 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique hospitalière,
- décret n°2008-454 du 14 mai 2008 relatif à l'indemnisation des jours accumulés sur le compte épargne-temps des agents de la fonction publique hospitalière,
- décret n°2008-456 du 14 mai 2008 relatif au financement des heures supplémentaires dans la fonction publique hospitalière,
- arrêté du 14 mai 2008 fixant le montant et les modalités de l'indemnisation des jours épargnés sur un compte épargne-temps par les agents de la fonction publique hospitalière,
- circulaire n°147 du 29 mars 2004 d'application du décret n°2004-73 du 19 janvier 2004 relatif au compte épargne-temps des personnels médicaux et non médicaux exerçant dans les établissements mentionnés à l'article 2 de la loi 86-33 du 9 janvier 1986.

Annexes :

- tableau de répartition des crédits du secteur sanitaire par région (annexe 1)
- tableau de répartition des crédits du secteur social et médico-social par région (annexe 2)
- bilan de l'utilisation des crédits 2004 (annexe 3).

Les décrets n°2008-454 du 14 mai 2008 et n°2008-456 du 14 mai 2008 prévoient respectivement la possibilité d'indemniser les jours épargnés au 31 décembre 2007 dans les CET, ainsi que le paiement des heures supplémentaires ni rémunérées ni indemnisées restant dues à la date du 31 décembre 2007.

Ces mesures sont financées par les crédits du fonds pour l'emploi hospitalier (FEH) complétés des provisions des établissements.

La présente circulaire a pour objet de préciser le champ d'application des décrets susvisés et les modalités de calcul des enveloppes régionales qui vous sont accordées.

Il est rappelé que les agents peuvent exercer leur choix jusqu'au 30 juin 2008.

Il est important de souligner que les présentes mesures ont un caractère non pérenne et que depuis le 1^{er} janvier 2008, les établissements doivent constituer des provisions suffisantes pour couvrir les charges afférentes aux jours CET et aux heures supplémentaires.

1 – les conditions d'application des mesures pour les personnels de la FPH :

1.1 les comptes épargne-temps

Le décret a pour objet de permettre l'indemnisation des jours épargnés dans un CET jusqu'au 31 décembre 2007 et restant dus à cette date.

Si **les droits à congés** inscrits dans un compte épargne-temps ne peuvent être exercés qu'à compter de la date à laquelle l'agent a accumulé au moins 20 jours sur son compte (article 6, décret n°2002-788 du 3 mai 2002 modifié), en revanche aucun seuil n'est fixé pour bénéficier de **l'indemnisation**, sachant que, pour chaque agent, cette indemnisation ne peut dépasser la limite de 50 % des jours restant dus sur le CET.

En tout état de cause, quel que soit le nombre de jours indemnisés dans le cadre du présent dispositif, l'agent conserve son droit à utiliser les jours de congé restant à compter de la date à laquelle il a épargné pour la première fois 20 jours sur son CET.

La demande d'épargne doit avoir été présentée par l'agent à la direction de l'établissement avant le 1^{er} janvier 2008.

Toute demande d'épargne de jours présentée à partir du 1^{er} janvier 2008, même s'ils ont été acquis avant cette date, n'entre pas dans le champ du présent décret.

1.2 les heures supplémentaires

Seules les heures supplémentaires dûment comptabilisées par la direction de l'établissement et restant dues au 31 décembre 2007 peuvent donner lieu à indemnisation dans les conditions fixées par le décret n°2008-456 du 14 mai 2008. Dans le respect de ces conditions, tous les agents, quel que soit leur grade, peuvent se voir reconnaître le droit de demander une indemnisation des heures supplémentaires stockées.

Il est important de souligner que, pour les personnels de la fonction publique hospitalière, les heures supplémentaires réalisées entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2007, par référence aux tableaux de service et aux plannings, relèvent du dispositif d'exonération fiscale et de réduction de cotisations salariales de sécurité sociale prévu à l'article 1 du décret n°2007-1430 du 4 octobre 2007 portant application de la loi n°2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat. Ces heures supplémentaires sont donc à ce titre défiscalisées et exonérées de cotisations salariales dans les conditions prévues par la circulaire du 20 décembre 2007.

Il vous est rappelé que les heures supplémentaires sont comptabilisées mois par mois. L'indemnisation des quatorze premières heures visées à l'article 2 du décret n°2008-456 du 14 mai 2008 s'applique donc pour chaque mois aux heures réalisées au cours du mois considéré ; il en est de même pour le solde. Il s'agit donc bien, pour la prise en compte du seuil des quatorze premières heures, d'une comptabilisation mois par mois et non pas d'une comptabilisation annualisée.

Il est précisé également que le forfait applicable aux heures supplémentaires effectuées au-delà de la quatorzième heure n'ouvre pas droit à majoration pour des heures effectuées le dimanche ou la nuit.

Dans tous les cas la référence à prendre en compte est la date à laquelle les heures supplémentaires ont été réalisées et non la date à laquelle elles sont payées. Ainsi le coefficient de majoration applicable aux quatorze premières heures est de 1,07 et non de 1,25, puisque les heures supplémentaires ont été effectuées avant le 1^{er} janvier 2008, date d'entrée en vigueur de la majoration prévue par le décret 2008-199 du 27 février 2008.

1.3 dispositions communes

Dans tous les cas, qu'il s'agisse du paiement de jours CET ou d'heures supplémentaires, le versement de l'indemnité devra intervenir dans un délai de deux mois suivant l'expression de son droit d'option par l'agent.

Par ailleurs il revient aux agents qui percevront un revenu exceptionnel du fait de cette indemnisation, de demander à l'administration fiscale un étalement de la perception de l'impôt

sur le revenu pour la part qui concerne ce revenu exceptionnel en application de l'article 163-0 A du code général des impôts.

2 – modalités de calcul des enveloppes régionales :

Les crédits accordés sont destinés à financer l'indemnisation de jours épargnés dans les CET, ainsi que le paiement d'heures supplémentaires. Ces crédits pourront aussi permettre, sur décision du chef d'établissement et dans la limite des droits de tirage notifiés à chaque établissement par les ARH, de financer le remplacement de personnels en congés dans le cadre de la récupération des heures supplémentaires.

Les tableaux joints en annexes 1 et 2 vous précisent le montant par région des droits de tirage qui vous sont accordés.

Il est attribué une enveloppe globale pour les heures supplémentaires et les jours CET pour le secteur sanitaire (242 M€) et une autre pour le secteur social et médico-social (10 M€)

Les dotations régionales ont été établies prioritairement au regard des effectifs exprimés en équivalents temps plein par région pondérées à titre subsidiaire par l'enquête à laquelle vous avez répondu.

Il vous est recommandé d'utiliser cette même base de calcul pour déterminer les droits de tirage de chaque établissement. Si vous le jugez opportun, vous pouvez également réserver au niveau de la région (ou du département pour le secteur social et médico-social) une partie de l'enveloppe autorisant une modulation pour les situations particulières sur la base de critères complémentaires (exemples : besoins constatés, situation budgétaire de l'établissement, taux de vacance de postes) dans la limite de 5% des crédits délégués.

Pour le secteur social et médico-social, l'annexe 2 vous précise la répartition régionale de l'enveloppe de 10 M€ dédiée à ce secteur. En plus de cette enveloppe les DDASS voudront bien tenir compte dans la répartition, du reliquat de crédits délégués en 2004 et non consommés et qui s'ajoutent à l'enveloppe 2008. Le reliquat de crédits 2004 ainsi disponible pour le secteur social et médico-social s'élève à 11M€ (voir tableau en annexe 3).

Les crédits du FEH seront notifiés aux établissements par arrêté du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation pour les établissements publics de santé et par arrêté du représentant de l'Etat dans le département pour les établissements publics sociaux et médico-sociaux, puis versés à la demande des établissements par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) au vu de ces différents arrêtés.

3 – suivi des CET, du recours aux heures supplémentaires et de l'utilisation des crédits du FEH

L'utilisation des crédits du FEH devra faire l'objet d'un bilan par les établissements au 31 décembre 2008.

Ce bilan sera présenté devant le comité de suivi local associant les organisations syndicales signataires du protocole, ainsi que devant les instances représentatives du personnel et devant le comité de suivi régional. Il fera aussi l'objet d'une présentation devant le comité de suivi national.

Enfin vous veillerez à ce que les établissements sécurisent dorénavant l'enregistrement des jours épargnés par les agents dans leur CET. Vous accorderez en outre une particulière vigilance à l'évolution du nombre de jours épargnés, en prévoyant notamment des objectifs d'amélioration de l'organisation du temps de travail dans les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens.

Vous voudrez bien nous tenir informés, sous le présent timbre, de toute difficulté que vous pourriez rencontrer à l'occasion de la mise en œuvre de la présente circulaire.

Nous comptons sur votre implication et votre diligence pour la mise en œuvre de ces mesures qui reconnaissent les efforts engagés par le personnel pour garantir une prise en charge de qualité à tous les usagers.

Pour les ministres et par délégation,

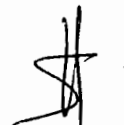
La directrice de l'hospitalisation
et de l'organisation des soins

Pour la Directrice de l'Hospitalisation
et de l'Organisation des Soins,
La Chef de Service

Annie PODEUR

Christine d'AUTUME

Le directeur général de l'action
sociale



Jean-Jacques TREGOAT

ANNEXE n°1

RÉPARTITION RÉGIONALE POUR LA FPH

| ENVELOPPE SANITAIRE | 242 550 000 € |
|-------------------------------|----------------------|
| RÉGIONS | ENVELOPPES |
| ALSACE | 10 041 570 € |
| AQUITAINE | 9 483 705 € |
| AUVERGNE | 5 578 650 € |
| BOURGOGNE | 6 063 750 € |
| BRETAGNE | 10 429 650 € |
| CENTRE | 8 925 840 € |
| CHAMPAGNE - ARDENNE | 5 239 080 € |
| CORSE | 1 406 790 € |
| FRANCHE - COMTE | 5 384 610 € |
| ÎLE - DE - FRANCE, dont AP-HP | 55 568 205 € |
| LANGUEDOC - ROUSSILLON | 8 343 720 € |
| LIMOUSIN | 3 395 700 € |
| LORRAINE | 8 925 840 € |
| MIDI - PYRENEES | 9 653 490 € |
| NORD - PAS-DE-CALAIS | 14 310 450 € |
| BASSE - NORMANDIE | 5 530 140 € |
| HAUTE - NORMANDIE | 6 597 360 € |
| PAYS -DE- LOIRE | 10 623 690 € |
| PICARDIE | 10 672 200 € |
| POITOU - CHARENTES | 6 160 770 € |
| PACA | 13 340 250 € |
| RHÔNE - ALPES | 22 072 050 € |
| France métropolitaine | 237 747 510 € |
| GUADELOUPE | 1 309 770 € |
| GUYANE | 436 590 € |
| MARTINIQUE | 1 406 790 € |
| REUNION | 1 649 340 € |
| DOM | 4 802 490 € |
| France entière | 242 550 000 € |

ANNEXE n°2

RÉPARTITION RÉGIONALE POUR LA FPH

| ENVELOPPE SOCIALE - MEDICO-SOCIALE | 10 000 000 € |
|------------------------------------|---------------------|
| RÉGIONS | ENVELOPPES |
| ALSACE | 192 183 € |
| AQUITAINE | 553 221 € |
| AUVERGNE | 410 919 € |
| BOURGOGNE | 427 819 € |
| BRETAGNE | 612 523 € |
| CENTRE | 577 358 € |
| CHAMPAGNE - ARDENNE | 301 640 € |
| CORSE | 100 000 € |
| FRANCHE - COMTE | 207 061 € |
| ÎLE - DE - FRANCE, | 951 538 € |
| LANGUEDOC - ROUSSILLON | 348 242 € |
| LIMOUSIN | 276 698 € |
| LORRAINE | 364 248 € |
| MIDI - PYRENEES | 487 458 € |
| NORD - PAS-DE-CALAIS | 540 539 € |
| BASSE - NORMANDIE | 304 578 € |
| HAUTE - NORMANDIE | 335 602 € |
| PAYS -DE- LOIRE | 625 859 € |
| PICARDIE | 302 251 € |
| POITOU - CHARENTES | 315 444 € |
| PACA | 461 269 € |
| RHÔNE - ALPES | 903 550 € |
| France métropolitaine | 9 600 000 € |
| GUADELOUPE | 100 000 € |
| GUYANE | 100 000 € |
| MARTINIQUE | 100 000 € |
| REUNION | 100 000 € |
| DOM | 400 000 € |
| France entière | 10 000 000 € |

ANNEXE 3

Délégation de crédits FEH aux ARH pour les CET et décaissements enregistrés par la CDC par catégorie d'établissement au 31/03/2008

| Régions | crédits délégués | | | | | crédits décaissés | | | | | taux de consommation des crédits délégués | | | | | | | |
|---|--------------------|------------|------------------------|-----------|------------------------------------|--------------------|------------|------------------------|-----------|----------------|---|-----------|---------------|------------------------|-----------------------------|--|--|--|
| | sanitaire | | social - médico-social | | | sanitaire | | social - médico-social | | | Total décaissement / région | sanitaire | | social - médico-social | | | | |
| | EPSH hors USLD | USLD | EHPAD + SSIAD | Ets PH | total crédits délégués aux régions | EPSH hors USLD | USLD | EHPAD + SSIAD | Ets PH | EPSH hors USLD | | USLD | EHPAD + SSIAD | Ets PH | Total décaissement / région | | | |
| Alsace | 12 041 370 | 418 450 | 186 980 | 101 600 | 12 748 400 | 11 564 100 | 315 500 | 132 779 | 51 661 | 12 064 040 | 96% | 75% | 71% | 51% | 95% | | | |
| Aquitaine | 16 535 970 | 421 960 | 517 310 | 391 880 | 17 867 120 | 8 865 833 | 363 891 | 250 232 | 165 179 | 9 645 135 | 54% | 86% | 48% | 42% | 54% | | | |
| Auvergne | 8 449 740 | 390 820 | 426 940 | 167 710 | 9 435 210 | 8 266 722 | 57 380 | 123 673 | 0 | 8 447 775 | 98% | 15% | 29% | 0% | 90% | | | |
| Bourgogne | 10 162 360 | 495 650 | 383 310 | 102 070 | 11 143 390 | 9 559 127 | 410 835 | 0 | 0 | 9 969 962 | 94% | 83% | 0% | 0% | 89% | | | |
| Bretagne | 17 830 860 | 854 450 | 560 940 | 432 780 | 19 679 030 | 17 800 645 | 841 675 | 78 081 | 0 | 18 720 401 | 100% | 99% | 14% | 0% | 95% | | | |
| Centre | 14 350 760 | 701 810 | 632 620 | 259 660 | 15 944 850 | 14 253 022 | 618 069 | 262 768 | 0 | 15 133 859 | 99% | 88% | 42% | 0% | 95% | | | |
| Champagne-Ard. | 9 490 960 | 385 990 | 274 240 | 342 450 | 10 493 640 | 9 490 958 | 385 988 | 250 284 | 0 | 10 127 230 | 100% | 100% | 91% | 0% | 97% | | | |
| Corse | 1 734 350 | 44 300 | 0 | 43 550 | 1 822 200 | 1 705 530 | 44 300 | 0 | 0 | 1 749 830 | 98% | 100% | 0% | 0% | 96% | | | |
| Franche-Comté | 7 875 150 | 218 000 | 171 400 | 176 510 | 8 441 060 | 7 937 375 | 63 152 | 0 | 0 | 8 000 527 | 101% | 29% | 0% | 0% | 95% | | | |
| Ile-de-France | 69 709 930 | 2 745 380 | 872 580 | 654 600 | 73 982 490 | 67 187 732 | 2 460 040 | 112 140 | 0 | 69 759 912 | 96% | 90% | 13% | 0% | 94% | | | |
| Languedoc-Rouss. | 12 347 520 | 443 890 | 395 780 | 123 130 | 13 310 320 | 12 291 875 | 409 874 | 379 517 | 0 | 13 081 266 | 100% | 92% | 96% | 0% | 98% | | | |
| Limousin | 5 942 370 | 366 690 | 230 610 | 157 490 | 6 697 160 | 4 353 822 | 300 375 | 0 | 0 | 4 654 197 | 73% | 82% | 0% | 0% | 69% | | | |
| Lorraine | 14 612 970 | 328 090 | 296 050 | 425 670 | 15 662 780 | 14 545 066 | 379 655 | 309 186 | 123 655 | 15 357 562 | 100% | 116% | 104% | 29% | 98% | | | |
| Midi-Pyrénées | 14 277 890 | 480 740 | 464 330 | 258 760 | 15 481 720 | 14 203 329 | 408 908 | 329 126 | 104 761 | 15 046 124 | 99% | 85% | 71% | 40% | 97% | | | |
| Nord-Pas-de-Calais | 21 632 700 | 639 960 | 420 710 | 684 160 | 23 377 530 | 21 071 359 | 601 387 | 0 | 0 | 21 672 746 | 97% | 94% | 0% | 0% | 93% | | | |
| Basse-Normandie | 9 989 110 | 334 240 | 252 420 | 250 310 | 10 826 080 | 9 667 685 | 443 410 | 92 926 | 0 | 10 204 021 | 97% | 133% | 37% | 0% | 94% | | | |
| Haute-Normandie | 10 255 490 | 370 200 | 324 100 | 361 810 | 11 311 600 | 10 255 498 | 370 200 | 377 001 | 286 446 | 11 289 145 | 100% | 100% | 116% | 79% | 100% | | | |
| Pays-de-la-Loire | 17 752 340 | 896 560 | 604 570 | 504 120 | 19 757 590 | 16 887 031 | 26 118 | 7 393 | 41 822 | 16 962 365 | 95% | 3% | 1% | 8% | 86% | | | |
| Picardie | 12 206 170 | 406 610 | 264 890 | 339 660 | 13 217 330 | 11 130 901 | 1 584 712 | 463 607 | 36 412 | 13 215 631 | 91% | 390% | 175% | 11% | 100% | | | |
| Poitou-Charentes | 10 401 820 | 351 780 | 308 520 | 279 420 | 11 341 540 | 10 037 821 | 412 047 | 178 460 | 0 | 10 628 328 | 97% | 117% | 58% | 0% | 94% | | | |
| PACA | 24 760 990 | 504 420 | 467 450 | 502 340 | 26 235 200 | 24 037 705 | 414 361 | 267 882 | 0 | 24 719 948 | 97% | 82% | 57% | 0% | 94% | | | |
| Rhône-Alpes | 32 145 200 | 1 542 220 | 847 640 | 557 040 | 35 092 100 | 31 595 837 | 1 885 284 | 670 085 | 45 512 | 34 196 719 | 98% | 122% | 79% | 8% | 97% | | | |
| France métro | 354 506 020 | 13 342 210 | 8 903 390 | 7 116 720 | 383 868 340 | 336 708 974 | 12 797 160 | 4 285 140 | 855 448 | 354 646 723 | 95% | 96% | 48% | 12% | 92% | | | |
| Guadeloupe | 3 639 440 | 29 390 | 9 360 | 5 370 | 3 683 560 | 3 616 743 | 14 695 | 0 | 0 | 3 631 438 | 99% | 50% | 0% | 0% | 99% | | | |
| Guyane | 1 123 740 | 8 330 | 3 120 | 16 240 | 1 151 430 | 1 123 740 | 8 333 | 0 | 0 | 1 132 073 | 100% | 100% | 0% | 0% | 98% | | | |
| Martinique | 4 525 810 | 31 580 | 18 700 | 38 370 | 4 614 460 | 4 614 460 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% | | | |
| Réunion | 5 128 630 | 15 350 | 15 580 | 0 | 5 159 560 | 5 066 110 | 0 | 0 | 0 | 5 066 110 | 99% | 0% | 0% | 0% | 98% | | | |
| DOM | 14 417 620 | 84 650 | 46 760 | 59 980 | 14 609 010 | 9 806 593 | 23 028 | 0 | 0 | 9 829 621 | 68% | 27% | 0% | 0% | 67% | | | |
| Total | 368 923 640 | 13 426 860 | 8 960 130 | 7 176 700 | 398 477 350 | 346 515 567 | 12 820 188 | 4 285 140 | 855 448 | 364 476 344 | 94% | 95% | 48% | 12% | 91% | | | |
| Total par secteur | 382 350 500 | | 16 136 830 | | | 359 335 755 | | 5 140 589 | | | 364 476 344 | | | | | | | |
| Ecart délégation / décaissement (France entière) | | | | | | 22 408 073 | 606 672 | 4 674 990 | 6 321 252 | | | | | | | | | |
| Décaissements entre le 1er janv. 2008 et le 31 mars 2008 | | | | | | 23 014 745 | | 10 996 241 | | | | | | | | | | |
| Ecart délégation / décaissement (France entière) au 31 mars 2008 | | | | | | 3 300 886 | | 199 865 | | | | | | | | | | |
| | | | | | | 19 713 859 | | 10 796 376 | | | | | | | | | | |